Automobile
Coup d'accélérateur attendu pour la voiture à gaz **Page 21**

DR

Tourisme
Les hôteliers genevois restent très frileux sur Internet **Page 23**

SMI 6745,74 +0,59%		Dollar/franc	0,9425
Eurostoxx 50 2535,94 +0,73%		Euro/franc	1,2080
		Baril Brent/dollar	109,51
		Once d'or/dollar	1691

Le Brésil veut une OMC apte à agir face à la «guerre des monnaies»

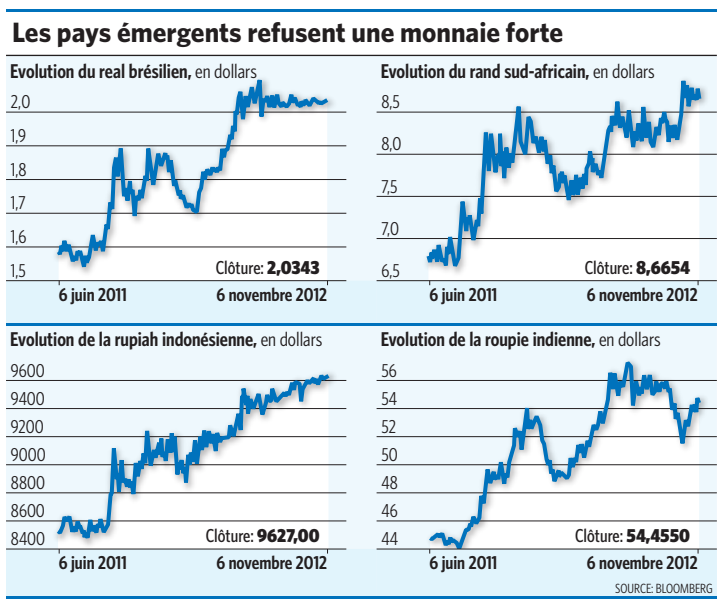
> Taux de change Révolte des pays émergents contre les flux massifs de capitaux

> Le G20 plaide de son côté contre la dévaluation compétitive

Ram Etwareea

Le Brésil monte une nouvelle fois au créneau et demande de créer les mécanismes adéquats pour faire face à la volatilité des taux de change et à ses conséquences néfastes sur le commerce international. «L'Organisation mondiale du commerce (OMC) n'est pas équipée pour corriger les déséquilibres et, de ce fait, nous invitons nos partenaires commerciaux à réfléchir à combler le vide», a déclaré Roberto Azevedo, ambassadeur brésilien auprès de l'OMC, mercredi à Genève. Il vient de fournir des pistes de réflexion en marge d'une discussion qui devrait avoir lieu d'ici à la fin du mois.

Ce n'est pas un hasard si le Brésil se fait le fer de lance de la lutte contre l'instrumentalisation des taux de change. En octobre 2010 déjà, son ministre des Finances, Guido Mantega, piquait une colère et dénonçait les dévaluations compétitives pratiquées par certains Etats pour aider leurs exportations. Il critiquait aussi les Etats-Unis, l'Union européenne et le Japon d'injecter d'énormes masses d'argent dans leurs économies, mais dont une avalanche de liquidités affluait vers les pays émergents, où les placements étaient plus sûrs et plus rentables.



Face à la crise des «subprime» qui a débouché sur une récession en 2009, la Réserve fédérale a procédé à trois opérations d'assouplissement monétaire dont le total s'approche de 1000 milliards de dollars. En Europe, la Banque centrale européenne s'est chargée d'injecter des liquidités massives sur le marché. Idem pour le Japon, qui a vendu du yen pour pousser son taux de change vers le bas.

> En mars 2012, la Chine et la Suisse n'étaient pas enthousiastes pour un débat sur les taux de change

Le Brésil s'estime être une victime directe de ces trop-pleins de liquidités. Concrètement, l'arrivée des flux étrangers a fait apprécier le real, rendant ses exportations moins compétitives sur le marché mondial. Le taux de change défavorable a aussi rendu les importations moins chères que les produits locaux. Pris dans la tourmente, les industriels brésiliens ont poussé, fin 2010, le gouvernement à introduire des barrières douanières pour protéger les industries indigènes.

C'est dans ce contexte que le Brésil a demandé et obtenu une première discussion sur ce sujet en mars 2012 au sein de l'OMC. La Chine, où le taux de change du yuan évolue davantage selon la volonté et l'agenda des autorités, et même la Suisse qui, il y a une année, a fixé un taux de change plancher de 1,20 francs pour un euro, n'étaient au départ pas enthousiastes pour un tel débat.

La «guerre des monnaies» est toujours d'actualité. Raison pour laquelle les ministres des Finances du G20 ont, à l'issue de leur rencontre ces dimanche et lundi au Mexique, réitéré leur attachement à des taux de change flexibles et leur volonté d'éviter la dévaluation compétitive entre les pays. L'agence Bloomberg rapporte que le Japon a récusé l'accusation selon laquelle les pays riches inondent le monde de liquidités, en répétant qu'en fin de compte, une reprise aux Etats-Unis, en Europe et au Japon profitera à terme à l'ensemble de l'économie mondiale. Contrairement aux multiples déclarations dans le passé, le G20 n'a pas nommément accusé la Chine de manipuler le taux de change du yuan.

La volatilité des changes n'est pas un problème en soi, explique un diplomate basé à Genève qui veut garder l'anonymat. En se référant à la Suisse, il explique qu'en 1970, un dollar valait quatre francs suisses. Aujourd'hui, il vaut moins d'un franc mais les exportations suisses n'ont pas souffert pour autant. «Tout dépend de comment un pays s'adapte aux changements dans le taux de change, dit-il. Dans le cas de la Suisse, les exportateurs ont misé sur des produits de niche et à haute valeur ajoutée.»

De passage ce mardi à Genève à l'invitation du fonds d'investissement Bedrock, Henrique de Meirelles, gouverneur de la banque centrale brésilienne entre 2003 et 2010, a expliqué que son pays a attiré beaucoup trop de capitaux des Etats-Unis et d'Europe et que les autorités avaient raison de prendre des mesures pour contenir ce flux. «Mais, en fin de compte, la restructuration, la consolidation et la croissance de l'économie brésilienne constituent le meilleur pare-feu contre l'appréciation du real», a-t-il reconnu. Selon lui, le Brésil, grâce à son développement économique depuis une quinzaine d'années – le taux de croissance devrait atteindre 4% en 2013, contre 1,6 cette année –, à son marché intérieur en expansion ainsi qu'à son système financier solide, a désormais les moyens pour faire face à la «guerre des monnaies».

En France, la TVA financera le soutien aux entreprises

> Politique Le gouvernement adopte une mesure qu'il avait vilipendée avant les élections

Joëlle Meskens PARIS

Une «situation historique»! Le premier ministre Jean-Marc Ayrault a versé dans la solennité, mardi, pour tirer les conclusions du rapport Gallois sur la compétitivité. «Le gouvernement reprend la quasi-totalité de ses préconisations», a-t-il pris soin de préciser. Mais aurait-il été utile de le souligner si cela avait été si évident?

En réalité, pour s'attaquer au déficit de la balance commerciale, le gouvernement va bien desserrer l'étau sur les entreprises en s'attaquant au coût du travail. Il leur offrira un ballon d'oxygène de 20 milliards d'euros. Mais plutôt qu'une baisse franche et massive des charges sociales, le gouvernement retient le principe d'un crédit d'impôt progressif, dont les premiers effets ne seront pas ressentis avant 2014. L'effort sera étalé sur trois ans. Les allégements porteront sur les emplois rémunérés à moins de deux fois et demie le salaire minimum (SMIC); 10 milliards d'euros seront dégagés la première année, puis 5 milliards les deux années suivantes. Où le gouvernement trouvera-t-il l'argent pour financer ce dispositif? Pour moitié, il se serrera lui-même la ceinture, en réduisant les dépenses de l'Etat. Pour le reste, il aura recours à de légères hausses de TVA. Les trois taux actuels – 5,5%, 7% et 19,6% – seront remplacés par un «triptyque plus lisible», dixit Jean-Marc Ayrault: 5, 10 et 20%. Le taux de TVA le plus réduit – celui portant sur les produits de première nécessité – sera donc même revu à la baisse. Un signe adressé aux plus modestes, dont le gouvernement ne veut pas grever encore le pouvoir d'achat. Une nouvelle fiscalité écologique sera elle aussi mise en place, mais pas avant 2016.

Le gouvernement reprend par ailleurs à son compte les recommandations dites «hors coût» du rapport Gallois, comme la simplification des démarches administratives, le développement de la recherche et de la formation, la participation des salariés aux instances dirigeantes des entreprises, etc.

«Mouiller sa chemise»

Après six mois de pouvoir, et en pleine chute de popularité, l'exécutif tente de reprendre la main sur le terrain où il est le plus attendu par les Français: l'économie, et plus particulièrement l'emploi. Jean-Marc Ayrault est monté au créneau mardi au *20 heures* de TF1. Et le président François Hollande devrait lui-même «mouiller sa chemise» lors d'une conférence de presse dans huit jours, la première de son quinquennat. Il lui faudra redonner de la cohérence à son action, alors que son penchant pour la «synthèse» brouille plutôt son début de mandat. Pourquoi augmenter, même légèrement, les taux de TVA alors qu'il n'avait cessé de balayer cette idée au nom de la «justice» durant toute sa campagne électorale, et que l'une de ses premières mesures avait d'ailleurs été d'abroger la TVA dite «sociale» mise en place par son prédécesseur Nicolas Sarkozy?

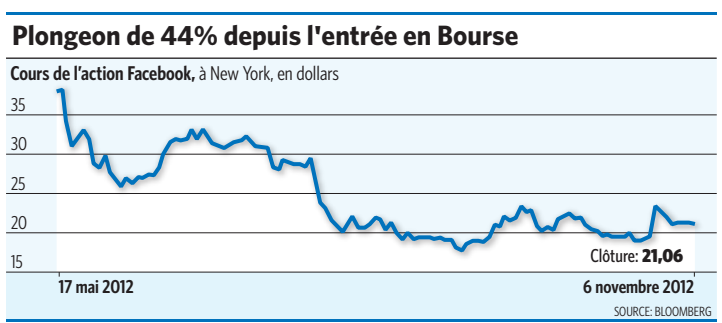
Louis Gallois estime que le pouvoir a pris la «mesure du problème» qui a entraîné le décrochage économique de la France. Mais la gauche de la gauche n'y trouve pas son compte. «C'est lamentable!» regrette même le leader du Front de gauche, Jean-Luc Mélenchon. Quant à la droite, les deux prétendants au leadership de l'UMP, Jean-François Copé et François Fillon, estiment à l'unisson que le choc de compétitivité ne sera pas au rendez-vous avec un système aussi «complexe et technocratique».

Les banques se sont vite séparées de Facebook

> Internet Morgan Stanley et JPMorgan Chase ont vendu de nombreux titres dès mai

L'embellie aura été de courte durée. Le 24 octobre, à la suite de résultats trimestriels meilleurs que prévu, l'action de Facebook bondissait de plus de 20% pour s'établir juste au-dessus des 24 dollars. Depuis, le titre flirte à nouveau avec les 21 dollars, une baisse de 44% par rapport au prix d'émission en mai. Mais tous les investisseurs n'ont pas eu à subir pareille perte. Plusieurs banques ayant participé à l'entrée en bourse ont, en effet, vendu très rapidement des millions d'actions, selon des chiffres de Morningstar et des documents de la SEC – le gendarme boursier américain – compilés par le *Wall Street Journal* cette semaine.

Les noms de trois banques sont mis en avant: Morgan Stanley, JPMorgan Chase et Wells Fargo. Ces établissements ont fait partie des trente-trois qui ont participé à l'entrée en bourse du 18 mai. Des fonds de ces trois banques ont acquis 8,4 millions de titres à cette date, pour une valeur de 319 millions de dollars. Fin mai, 3,5 millions d'actions de ce total avaient été vendues par ces fonds. Pour mémoire, le titre, pour un prix initial de 38 dollars, avait culminé à 45 dollars pour terminer, le 31 mai, à 29,60 dollars.



Les trois fonds de ces banques ont réalisé des pertes, moins importantes que s'ils avaient conservé leurs actions – le titre «FB» ouvrait mardi à 21,22 dollars à Wall Street.

Le problème n'est donc, a priori, pas celui d'une éventuelle – et illégale – collusion et d'un partage d'information entre ces fonds et les entités chargées, au sein de ces banques, de l'entrée en bourse. La question porte plutôt sur le timing: l'un des fonds de JPMorgan Chase, connu pour conserver des actions plusieurs années, avait en effet liquidé l'entier de ses titres Facebook fin mai.

Quatre avertissements

Ce comportement hors norme est-il une surprise? «Ces fonds ont agi de manière rationnelle, comme ils devaient le faire, au vu des informations dont ils disposaient à ce moment-là», analyse Peter Cauwels, chercheur au département de gestion, de technique et d'économie de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich, et auteur d'une étude sur Facebook. Et de poursuivre: «L'engouement autour de Facebook provient tant du buzz créé par les banques qui ont soutenu l'entrée en bourse que des particuliers qui ont laissé parler leurs sentiments.»

Le chercheur cite quatre éléments qui auraient dû inciter les autres investisseurs à plus de prudence: «Une analyse des fondamentaux montre que l'action ne devrait pas valoir plus de 13 ou 14 dollars. Ensuite, il était clair que le jour de l'entrée en bourse, d'autres entreprises liées aux réseaux sociaux, tels Zynga et Groupon, faisaient l'objet de paris à la baisse. De plus, les banques ont pu jouer avec l'option de surallocation («greenshoe») pour soutenir le cours de Facebook. Enfin, peu ont fait attention à la fin des périodes de détention obligatoire des titres – 749 millions de titres pourront encore être vendus le 14 novembre», analyse Peter Cauwels. Ces fonds sont donc sortis de Facebook avant que l'action soit davantage sous pression.

A noter que les différentes «class action» lancées contre Facebook et plusieurs banques – pour fausses informations lors de l'entrée en bourse – n'ont pas encore été formellement acceptées par la justice américaine. **Anouch Seydtaghia**

Sociétés suisses en lice sur le dernier site de Petroplus

> Liquidation La raffinerie normande en sursis

Le Tribunal de commerce de Rouen a été saisi de sept marques d'intérêt pour la raffinerie Petroplus de Petit-Couronne, à l'expiration de la date limite fixée lundi soir. La direction a confirmé que le dossier de Netoil – structure appuyée par l'homme d'affaires Roger Tamraz – était «incomplet», la société n'ayant pas présenté «la totalité des éléments qui étayent son offre ni les autorisations administratives que doivent lui délivrer les pouvoirs publics pour qu'elle puisse exploiter la raffinerie». Selon son représentant en France, Netoil a renforcé son offre en s'associant avec l'industriel sud-coréen Hyundai et la compagnie pétrolière BP. Le premier serait prêt à investir une première tranche de 500 millions de dollars pour moderniser la raffinerie, la seconde à fournir le pétrole nécessaire.

Parmi les six autres candidats potentiels qui sont déclarés, figure le fonds souverain libyen. Mais aussi Alafandi Petroleum Group basé à Hongkong, l'irakien Jabs Gulf Energy Ltd ou l'iranien Tadbir Energy Development Group. Ainsi que deux sociétés suisses, Activapro AG et Terrae International.

Selon la direction, les cinq autres sociétés ont formulé des intentions «non engageantes à ce stade» en sollicitant des délais «allant jusqu'à trois mois» pour étudier le dossier avant de déposer éventuellement une offre. Le tribunal se réunira le 13 novembre pour décider d'une éventuelle prolongation de la période de dépôt des offres. **AFP**

En vue

Adecco 23
Booking.com 23
EEX 25
Facebook 17
Kempinski 23
Petroplus 17
Powernext 25
Scoach 25
Swissgas 21
Swissquote 25
Volkswagen 21
UBS 25